

Acheteur public : [Ministère de l'Agriculture de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt](#)

Direction service : [Bureau de la commande publique et des achats](#)

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de la consultation : [BSMB-2024-047](#)

Objet de la consultation : [Opération de rénovation des sous-stations de chauffage connectées au CPCU du 78 rue de Varenne, 75007 Paris.](#)

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Identification	5
1.2 Objet du marché	5
1.3 Allotissement	5
1.4 Forme et étendue du marché	5
1.5 Fractionnement des prestations	5
1.5.1 Tranche ferme	6
1.5.2 Tranche optionnelle	6
1.6 Lieu d'exécution	6
1.7 Langue	6
Article 2 - INTERVENANTS	6
2.1 Maître d'ouvrage	6
2.2 Maître d'œuvre	6
2.3 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)	7
Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
4.1 Représentation des parties	7
4.2 Echanges dématérialisés	8
4.3 Durée et délais	9
4.3.1 Durée du marché	9
4.3.2 Reconduction	9
4.3.3 Délais d'exécution	9
4.4 Modalités d'exécution du marché	10
4.4.1 Les exigences relatives aux prestations	10
4.4.2 Obligation du titulaire	10
4.4.3 Accès au site	11
4.4.4 Constat d'état des lieux	11
4.4.5 Connaissances des lieux et des prestations à effectuer	12
4.4.6 Implantation des ouvrages	12
4.4.7 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits	13
4.4.8 Appareil de mesure	14
4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux	14
4.5.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux	14
4.5.2 Exécution des travaux	16
4.5.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails	17
4.5.4 Nettoyage	18
4.5.5 Echantillons	18
4.6 Contrôles et réception des travaux	18

4.6.1	Essais et contrôles des ouvrages exécutés	18
4.6.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	18
4.6.3	Réception	19
4.6.4	Documents fournis après exécution	19
4.7	Responsabilité du titulaire	19
4.8	Considérations sociales	19
4.9	Considérations environnementales	19
4.9.1	Gestion des déchets	20
4.10	Traitement de données à caractère personnel	20
4.11	Confidentialité et secret des affaires	25
4.12	Conflit d'intérêt	25
4.13	Clauses de réexamen	25
4.14	Obligations administratives en cours d'exécution	25
4.15	Relation Fournisseurs	26
4.16	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	26
Article 5 -	REGIME FINANCIER	29
5.1	Monnaie et TVA	29
5.1.1	Monnaie	29
5.1.2	Taux de TVA	29
5.2	Forme et contenu des prix	29
5.3	Variation des prix	31
5.4	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	31
5.4.1	Avances	31
5.4.2	Acomptes	31
5.4.3	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	31
5.4.4	Projets de décompte	32
5.5	Intérêts moratoires	32
5.6	Modalités de facturation	33
5.6.1	Mentions obligatoires	33
5.6.2	Transmission des factures	33
5.7	Travaux non prévus	34
5.7.1	Travaux modificatifs	34
5.7.2	Dépassement ou diminution du montant initial des travaux	34
5.8	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	34
Article 6 -	SOUS-TRAITANCE	35
Article 7 -	PRIMES ET PENALITES	36
7.1	Primes	36
7.2	Pénalités provisoires	36

7.3	Pénalités	37
7.3.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	37
7.3.2	Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier	37
7.3.3	Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	37
7.3.4	Pénalités liées à la remise des documents	37
7.3.5	Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS	38
7.3.6	Pénalités liées aux considérations environnementales	38
7.3.7	Autres pénalités	38
7.3.8	Plafonnement des pénalités	39
7.3.9	Seuil d'exonération des pénalités	39
Article 8 -	GARANTIES	39
8.1	Garantie de parfait achèvement et garanties particulières	39
8.1.1	Garantie de parfait achèvement	39
8.1.2	Garanties particulières	40
8.2	Responsabilité et assurances	40
8.2.1	Responsabilité	40
8.2.2	Assurances de responsabilité civile de droit commun	40
8.2.3	Assurances de responsabilité civile décennale	41
8.2.4	Dispositions communes	41
Article 9 -	RESILIATION	41
Article 10 -	DIFFERENDS ET LITIGES	42
10.1	Différends	42
10.2	Litiges et contentieux	42
Article 11 -	DEROGATIONS AU CCAG	42

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Identification

Le présent accord-cadre est porté par : Ministère de l'Agriculture de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt.

Sous-Direction de la Logistique et du Patrimoine

Adresse : 78 rue de Varenne

Code Postal 75007

Siret : 110 070 018 00012

Il est représenté par le Bureau de la Sécurité et de la Maintenance des Bâtiments

1.2 Objet du marché

L'opération porte sur la réhabilitation d'un bâtiment

Le marché a pour objet : l'opération de rénovation des sous-stations de chauffage connectées au CPCU du 78 rue de Varenne, 75007 Paris.

Le marché est un marché de travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Codes CPV de la consultation :

45232141 – Installations de chauffage

45331100 – Travaux d'installation de chauffage central

1.3 Allotissement

L'opération n'est pas allotie. Le marché ne porte que sur une seule famille d'équipements et une zone géographique restreinte.

1.4 Forme et étendue du marché

Le marché est mono-attributaire.

Le marché est exécuté forfaitairement.

1.5 Fractionnement des prestations

Le marché comporte la tranche ferme et les tranches optionnelles suivantes :

Numéro	Intitulé
Tranche ferme	Remplacement chauffage
Tranche optionnelle 1 (TO1)	Remplacement des échangeurs vapeur
Tranche optionnelle 2 (TO2)	Remplacement des régulateurs
Tranche optionnelle 3 (TO3)	Remplacement calorifuge distribution sous-sols

1.5.1 Tranche ferme

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification du marché pour une durée de 24 mois comprenant la période de préparation de chantier et la période d'exécution des travaux.

1.5.2 Tranche optionnelle

Les tranches optionnelles sont affermies par décision du maître d'ouvrage, par ordre de service ou par courrier d'affermissement. La date limite prévisionnelle d'affermissement de chaque tranche optionnelle est fixée à 18 mois suivant la date d'effet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage affermit la tranche optionnelle dans le délai maximum fixé pour l'affermissement, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité d'attente.

Affermissement tardif d'une tranche :

En cas d'affermissement tardif d'une tranche optionnelle, il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

Non affermissement d'une tranche :

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage n'affermit pas une tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il lui est versé aucune indemnité.

1.6 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 75 - Paris (FR-75).

Les prestations seront à exécuter au 78 rue de Varenne 75007 Paris.

1.7 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 2 - INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt, Sous-Direction de la Logistique et du Patrimoine.

Le service en charge de l'opération est le Bureau de la Sécurité et de la Maintenance des Bâtiments.

Personne à contacter : Didier DESAX

Numéro de téléphone : 01 49 55 53 87

Adresse électronique : didier.desax@agriculture.gouv.fr

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par : LBE INGENIERIE

La mission confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

- études préliminaires (EP) ;
- études d'avant-projet (AVP) ;
- projet (PRO) ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

- études d'exécution ET/OU examen de la conformité au projet des études qui ont été réalisées par l'entrepreneur (EXE ET/OU VISA).
- direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;

2.3 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du décret n°92-158 du 20 février 1992 (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail).

L'opération fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé assurée par la société GCEC.

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière
 - o La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux (à transmettre par le candidat) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs,
- le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, le cahier des charges BIM du maître d'ouvrage ;
- le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, la convention BIM et ses évolutions successives ;

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations désigné par le maître d'ouvrage est :

Personne à contacter : Didier DESAX

Numéro de téléphone : 01 49 55 53 87

Adresse électronique : didier.desax@agriculture.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

La mission du mandataire en cas de groupement :

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement, avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et d'une manière générale avec tous les intervenants à l'opération.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Coordonner l'établissement de tous les documents contractuels
 - Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres ou signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires
 - Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre
 - Assurer les missions de coordination portant sur l'ensemble des prestations prévues au marché
 - Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning et assurer sa mise à jour
 - Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application
 - S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché
 - Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations
 - Proposer la réception des prestations
 - Transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage ou de son représentant, et d'une manière générale de tous les intervenants à l'opération
 - Remettre, au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage, selon les stipulations du marché et dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents (documents graphiques et écrits, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dûs au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation. Toute autre communication destinée au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage est transmise exclusivement par le mandataire, à charge pour lui d'en informer les autres membres.
 - Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc...
 - Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement
 - Répartir, s'il y a lieu, les pénalités prévues au marché
 - Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes
 - Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement.
- Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

4.2 Echanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- par messagerie électronique
- via le profil d'acheteur

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG travaux, les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage (ex : prix nouveaux liés à des travaux supplémentaires ou modificatifs, mesures à prescrire pour permettre de déceler les vices de

construction présumés...). La justification de la validation n'est pas jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre.

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour la durée de 24 mois comprenant la période de préparation de chantier et la période d'exécution des travaux mais sans compter la période de garantie de parfait achèvement de 12 mois.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

4.3.2 Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

4.3.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement.

4.3.3.1 Délais d'exécution global du marché

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

4.3.3.2 Période de préparation

Le marché comprend une période de préparation dont la durée est définie dans le calendrier détaillé arrêté par le titulaire.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

4.3.3.3 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux toutes tranches comprises ne pourra pas excéder 24 mois hors levées des réserves dont la durée ne pourra pas excéder 2 mois.

Toute modification de la date de début des travaux fera l'objet d'un ordre de service.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

4.3.3.4 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé est élaboré par le titulaire après consultation du maître d'œuvre, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

4.3.3.5 Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jour calendaire à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé à 10 jours.

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par un phénomène naturel, les délais d'exécution sont prolongés.

La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause, en défalquant le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-avant.

4.4 Modalités d'exécution du marché

4.4.1 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

4.4.2 Obligation du titulaire

4.4.2.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment en phase préparation :

- Signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- Solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Il doit notamment en phase travaux :

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de l'exécution de ses travaux, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Il doit notamment en phase de garantie de parfait achèvement :

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est tenu de signaler à tout intervenant tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le marché étant global et forfaitaire le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité supplémentaire.

4.4.2.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.4.3 Accès au site

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance du site sur lequel va se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- Collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité)

Les interventions à réaliser peuvent se situer sur des sites à l'intérieur desquels des règles de sécurité particulières sont à prendre, le titulaire sera donc soumis aux dispositions suivantes :

- Le port d'un badge apparent avec photo, du type Fédération Nationale des Bâtiments (FNB), montrant l'identité de l'intervenant et de l'entreprise visible en permanence sera obligatoire. La liste détaillée des ouvriers travaillant sur le site sera exigée après vérification de l'identité précise de chacun.
- Toutes les personnes qui seront amenées à intervenir sur le site dans le cadre des travaux devront avoir fourni à la maîtrise d'ouvrage dans un délai de quinze jours calendaires avant la date d'intervention sur le chantier, la copie ou scan de leur carte d'identité lisible et en couleur (ou toute autre pièce indiquant l'identité avec photo et adresse) pour transmission à la Mission Défense. Le Haut fonctionnaire de défense et de sécurité est susceptible de refuser l'accès au site à un ou plusieurs intervenants désignés.
- Le titulaire doit fournir dans un délai de quinze jours calendaires avant la date d'intervention sur le chantier, une copie de la carte grise des véhicules susceptibles d'entrer à l'intérieur des sites. Le titulaire doit se renseigner sur les conditions d'accès et de stationnement dans le Ministère ou le lieu d'intervention. Sauf accord contraire du maître d'ouvrage, l'entrée des véhicules d'entreprises ne sera autorisée que pour les livraisons.

Les travaux seront réalisés pendant les jours et heures définis ci-après :

- Jours : du lundi au vendredi
- Heures : de 7 h 00 à 18 h 00
- Les travaux du samedi sont autorisés sur la journée entière

Les travaux gênants ou bruyants seront, selon indication du maître d'œuvre, du pilote ou du maître d'ouvrage, réalisés en horaires décalés pendant les jours et heures définis ci-après :

- Du lundi au vendredi : de 7 h 00 à 9 h 00 ou de 12 h 00 à 14 h 00 ou après 18 h 00 sur accord de la maîtrise d'ouvrage
- Le samedi de 9 h 00 à 16 h 00 sur accord de la maîtrise d'ouvrage
- Tous autres jours et horaires d'intervention définis d'un commun accord entre les parties

Le titulaire est également susceptible d'intervenir en dehors des jours et heures définis ci-avant afin de respecter les délais contractuels. Ces interventions n'ouvrent droit à aucune indemnité au titulaire.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à des interruptions de chantier en cas de nuisances trop importantes.

Les livraisons sur site et enlèvements (matériel, benne ...) seront réalisées de préférence du lundi au vendredi de 7 h 00 à 11 h 30.

4.4.4 Constat d'état des lieux

Le titulaire aura à sa charge et à ses frais l'organisation d'un constat d'huissier contradictoire sur l'état intérieur et extérieur des ouvrages bâti avoisinant et des voies publiques et privées aux abords immédiat du chantier y compris installation de chantier. Cet état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition. Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

4.4.5 Connaissances des lieux et des prestations à effectuer

Le titulaire reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

L'Entreprise est réputée :

- Avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux, terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux susceptibles d'avoir une influence sur leur exécution,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, dessins d'exécution, devis descriptif, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourée de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre, et le cas échéant, auprès des services publics ou de caractère public (Ponts et Chaussées, services municipaux, service des eaux, EDF, GDF, FT, égouts, etc...),
- Avoir pris connaissance des dispositions concernant le respect des règlements en matière d'isolation acoustique et d'isolation thermique.

4.4.6 Implantation des ouvrages

4.4.6.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation.

En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec

accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître d'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

4.4.6.2 Réalisation de travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux. Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement. Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

4.4.6.3 Piquetage général

Aucune stipulation particulière

4.4.6.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Aucune stipulation particulière.

4.4.6.5 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant à la charge du MOA et donnent lieu à une prolongation de délai.

4.4.7 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.4.7.1 Provenance des matériaux et produits

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Toute demande devra être formulée par le titulaire et présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, pendant la période de préparation des travaux. Tout produit livré sur le chantier, qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans le marché, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

4.4.7.2 Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

- 1) par dérogation à l'article 24 du CCAG Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés au coût réel sur présentation de justificatif ;
- 2) par dérogation à l'article 24 du CCAG Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage ;
- 3) si les essais que le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ordonne à un tiers au titulaire révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa charge.

4.4.8 Appareil de mesure

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux

4.5.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

4.5.1.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître d'ouvrage :

- L'autorisation d'accès au site ;
- La désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- Les moyens et installations mis à disposition ;
- L'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- L'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- L'approbation du projet des installations de chantier ;
- La déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'œuvre :

- L'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- L'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- Les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- Le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- La validation des fournitures et des matériaux ;
- Le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- Le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par le titulaire :

- La remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- La remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- La liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- L'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- L'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- L'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- L'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- Les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Le programme d'exécution des travaux est notifié pour visa du maître d'œuvre, et copie en est adressée au maître d'ouvrage, quinze jours au moins avant l'expiration de la période de préparation. Si une telle période n'est pas prévue par les documents particuliers du marché, ce programme est notifié trente jours au plus tard après la notification du marché.

Passé le délai de trente jours à compter de la date de notification pour visa, l'absence de visa ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux.

Autorisations administratives :

Par dérogation à l'article 31.3. du CCAG Travaux, le titulaire fait son affaire de l'obtention des autorisations administratives liées à l'exécution du marché, notamment les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les frais associés, les autorisations environnementales, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire et de démolir nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

4.5.1.2 Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

4.5.1.2.1 Installations de chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG travaux.

Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par la maîtrise d'œuvre, le coordonnateur SPS dans les pièces de marché.

4.5.1.2.2 Signalisation du chantier

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG travaux, le titulaire aura à sa charge toutes les autorisations administratives liées à l'exécution du marché.

4.5.1.2.3 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.
- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

En dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

4.5.2 Exécution des travaux

4.5.2.1 Tâches essentielles

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours.

En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

4.5.2.2 Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont laissées à l'initiative du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre en fonction des nécessités et des phases d'avancement du chantier.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Le titulaire doit signaler par écrit au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage ses observations relatives au compte-rendu de chantier avant la prochaine réunion de chantier ou dans le délai mentionné sur le compte-rendu de chantier. Il est de la responsabilité du titulaire de s'assurer de la suite donnée à ses observations.

4.5.2.3 [Registre de chantier](#)

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

4.5.2.4 [Communication chantier](#)

Une démarche de communication de chantier, à la charge du titulaire, est demandée dans les conditions suivantes :

Un reportage photographique

Pendant toute la durée du chantier, le titulaire de chaque lot fournit mensuellement des relevés photographiques conformément au programme de prises de vues défini ci-après.

Ces prestations comportent au minimum :

- Des prises de vues hebdomadaires (et également à l'occasion de phases de travaux particulières à définir avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage) des différentes zones de travaux,
- Mise sur support informatique (clé USB) du reportage photo en format pdf ainsi que de l'ensemble des fichiers photo (fichier 300 dpi dénommé avec la codification suivante : YYMMJJ-hhmmss-Intitulé-de la vue).

Ces éléments sont cédés gratuitement au maître d'ouvrage et sont libres de tous droits d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction).

Ils sont remis au maître d'ouvrage et peuvent être utilisés sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.

L'organisation de visites de chantier

Le titulaire du marché doit nécessairement accompagner et diriger les visites qui seraient réalisées à la demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Il met à cet effet à disposition l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires (bottes, chaussures de chantier, casques, gilets, etc...) en nombre et tailles suffisantes.

Il est tenu à un devoir de conseil du maître d'ouvrage, notamment en matière de sécurité des tiers étrangers au chantier et son attention est attirée sur le fait qu'il a tout pouvoir pour interdire l'accès à son chantier lorsqu'il estime que les conditions de sécurité minimales nécessaires à une visite de tiers ne sont pas assurées.

Planning des nuisances

Le titulaire du marché est en charge de produire et diffuser un planning des nuisances hebdomadaire ou bimensuel selon avancement du chantier. Ce planning est diffusé au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage au minimum 2 semaines avant les périodes concernées.

4.5.3 [Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails](#)

L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, si le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit, dans le délai indiqué par le maître d'œuvre, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- Aux méthodes de réalisation ;
- Aux ouvrages provisoires ;
- Aux moyens de chantier.

Ces documents sont transmis au maître d'œuvre dans le délai prévu au calendrier détaillé, ou à défaut, dans le délai indiqué par le maître d'œuvre.

4.5.4 Nettoyage

Nettoyage des zones de travail

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage désignés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

Nettoyage des voies publiques

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

4.5.5 Echantillons

Sans objet.

4.6 Contrôles et réception des travaux

4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- Procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- Nettoyer les installations ;
- Réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, dans le délai indiqué par le maître d'œuvre, compté à partir de la date de la décision de réception, le titulaire doit avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité de 500,00 € par jour calendaire.

4.6.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, les parties d'ouvrages et/ou tranches de travaux suivantes donnent lieu à une réception partielle.

Il est précisé que la non remise des documents à remettre avant la réception des travaux, ou la remise partielle, seront considérées comme des réserves à la réception.

4.6.4 Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG-Travaux.

Ces documents sont présentés en 2 exemplaires, dont un dématérialisé.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

4.7 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

4.8 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

4.9 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution à caractère environnemental.

L'exécution des prestations objet du marché impliquera des déplacements et la production de livrables. Afin de limiter la consommation d'énergie et de ressources ainsi que les émissions de gaz à effet de serre, il est demandé au titulaire :

- D'utiliser en priorité des véhicules à motorisation peu polluante pour l'exécution des prestations de dématérialiser les livrables qu'il doit produire dans le cadre de l'exécution des prestations. A défaut, le titulaire devra utiliser du papier recyclé ou du papier issu de forêts gérées durablement, au moyen par exemple des labels FSC ou PEFC ou équivalent.

A cet effet, le titulaire démontrera dans son mémoire technique, par tout moyen :

- L'existence d'une politique de gestion écoresponsable de sa flotte de véhicules (identification des véhicules vieillissants et étude de leur remplacement pour bénéficier des motorisations les moins polluantes, formation à l'éco conduite...);
- l'existence d'une démarche de responsabilité environnementale de l'entreprise (utilisation de papier recyclé, gestion des déchets...)

4.9.1 Gestion des déchets

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

4.10 Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent marché public s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-

après, règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) : l'opération de rénovation de la sous-station de chauffage connectée au CPCU du 78 rue de Varenne, 75007 Paris

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent marché public

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : : création de comptes pour l'accès aux logiciels et outils informatiques mis en œuvre pendant le projet (plate-forme d'échange de documents, BIM...).

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : identité et coordonnées (adresse mail et téléphone) des agents possédant un compte.

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : agents du ministère

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Mise en œuvre du traitement

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : notifications à adresser par mail aux adresses suivantes : dpo@agriculture.gouv.fr , mssi.sg@agriculture.gouv.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de (à compléter) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données

Dès la notification du marché public, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées ;

- Pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard (à compter du jour de la notification de l'accord-cadre) en cas de non communication du nom et des coordonnées du DPD du titulaire
- Pénalité de 50 euros par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel
- Pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard (à compter de la constatation par l'acheteur) du non tenu du registre des activités de traitement

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à

la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

4.11 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500€ par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

4.12 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.13 Clauses de réexamen

Aucune clause de réexamen n'est prévue.

4.14 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>,

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

4.15 Relation Fournisseurs

Sans objet.

4.16 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Ajournement des travaux par l'acheteur.

Conformément à l'article 53 du CCAG travaux, l'ajournement des travaux peut être décidé par l'acheteur. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par l'acheteur dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3. et 13.4. du CCAG travaux.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées au présent marché (se reporter à l'article « Prolongation du délai d'exécution » du présent document.).

Sur la base de ces éléments, le maître d'ouvrage peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, d'une ou plusieurs tranches de travaux ou du report du début des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître d'œuvre / le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2.1 du CCAG Travaux.

Indemnisation

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%.

Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence article 55.1 du CCAG travaux et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure par exemple coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition...

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

Article 5 - REGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

5.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.2 Forme et contenu des prix

Le montant du marché est global et forfaitaire. Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement. Cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne le montant total. Les prix unitaires servent de référence pour le règlement des prestations modificatives ou complémentaires éventuelles.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-Travaux (article 45 et suivants du CCAG-Travaux), incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
 - les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
 - les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
- les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Des dépenses liées aux essais avant réception ;
- Des frais afférents à l'utilisation éventuelle de brevets ou procédés spéciaux, relatifs à la réalisation des ouvrages ;
- Des frais découlant des obligations en matière de réception des sous-groupes d'ouvrage et d'obtention des différents avis nécessaires à la mise en service ;
- Le nettoyage hebdomadaire du chantier pendant toute la durée des travaux ;
- Les frais de l'ensemble des éléments pouvant être exigés par le maître d'ouvrage afin de lui permettre de satisfaire les obligations du décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments ;
- Les frais de l'ensemble des éléments pouvant être exigés par le maître d'ouvrage afin de lui permettre de satisfaire les obligations du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;

- Les frais de branchement du chantier aux réseaux électricité, eau potable, fluides, assainissement et téléphone ;
- Le préchauffage des ouvrages ;
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés ;
- Les frais d'implantation, de fonctionnement, et d'entretien des bureaux mis à la disposition de la direction de chantier ;
- Les frais d'implantation, de fonctionnement, et d'entretien de la base vie ;
- Les frais de la réalisation des études d'exécution, y compris les adaptations éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
- Les frais d'études et de participation à la cellule de synthèse, y compris les adaptations éventuelles pendant les phasages d'exécution des travaux ;
- Les frais de transports des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier, y compris pour les matériels d'origine étrangère, frais de douane ou taxes spécifiques ;
- Les frais résultants des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception ;
- Les frais relatifs à la présentation des échantillons de tous les matériaux et à leur conservation ;
- Les frais d'assurance ;
- Les frais liés à la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels ;
- Les frais de clôtures et panneaux de chantier ainsi que de mise à jour durant le chantier ;
- Les frais liés aux démarches administratives ;
- Les frais correspondants aux plans d'hygiène et de sécurité, aux collèges interentreprises d'hygiène et de sécurité et aux comités particuliers d'hygiène et de sécurité ;
- Les frais correspondants à la participation du titulaire aux visites et réunions liées au référé préventif ;
- Les visites et toutes les réunions liées au marché ;
- Les frais relatifs à la base vie ;
- Toutes prescriptions décrites dans le CCTP.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

5.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG Travaux, les prix du marché sont révisés mensuellement, par application de la formule suivante :

$$P = PO (Im/Io)$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé - Po = prix au mois Mo - Im = valeur de l'index de référence défini ci-dessous au mois "M" d'exécution des travaux - Io = valeur de l'index de référence défini ci-dessous au mois "Mo"

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.5 du CCAG Travaux.

La révision se fait sur la base de l'index suivant : BT01

En l'absence de demande d'application de la clause de révision de prix dans les conditions prévues au CCAP travaux, aucune révision ne sera appliquée.

Périodicité de révision des prix :

La révision des prix est appliquée lors du paiement du décompte général et définitif.

5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

5.4.1 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

5.4.2 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est la suivante : mensuelle.

5.4.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Une retenue de garantie de 5% est appliquée sur le montant du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées, à l'article R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique. Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattaché au ministère pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux.

5.4.4 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Préalablement à l'édition du projet de décompte mensuel, le titulaire présente une situation d'avancement mensuelle au maître d'œuvre et au plus tard le 25 de chaque mois.

Cette situation d'avancement mensuel sera arrêtée contradictoirement avec la maîtrise d'œuvre, le pilote et le maître d'ouvrage avant la fin du mois en cours.

Sur la base de ce document validé le titulaire établira le projet de décompte mensuel du mois qui sera adressé pour vérification au maître d'œuvre au plus tard le 5 du mois suivant.

Le non-respect des délais prévus ci-avant entraînera l'application des pénalités prévues au présent CCAP pour retard dans la remise des documents.

Les projets de décomptes mensuels ne font apparaître aucune réfaction au titre de la retenue de garantie s'il en est prévu une dans le marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie. Le cas échéant, le montant de la retenue de garantie est pris en compte par le maître d'œuvre lorsque celui-ci dresse l'état d'acompte mensuel (article 12.2.1. CCAG Travaux).

L'acheteur pourra procéder à l'engagement comptable du présent marché sur plusieurs programmes budgétaires. Dans ce cas, le titulaire pourra être amené à établir des demandes de paiement séparées par programme selon les indications de l'acheteur.

Projets de décompte Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Etats d'acomptes Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

Décompte final Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Décompte général Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

5.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

5.6 Modalités de facturation

5.6.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, le numéro de l'ordre de service

5.6.2 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

5.7 Travaux non prévus

5.7.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

En complément de l'article 13 du CCAG-Travaux, le titulaire adresse au maître d'œuvre dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la réception de la demande de ce dernier, un devis avec le chiffrage des travaux modificatifs ou des prestations supplémentaires demandées. Afin de permettre au maître d'œuvre de la vérifier et au maître d'ouvrage de se prononcer. En cas de travaux urgents, le délai de remise de chiffrage pourra être inférieur à 5 jours calendaires. Toute demande sera validée par le maître d'ouvrage, et le chiffrage correspondant, fera l'objet d'un ordre de service notifié au titulaire ainsi que d'un avenant.

Suivant indication du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, les travaux modificatifs devront être réalisés avec du personnel de chantier complémentaire de façon à ce que les travaux complémentaires n'aient aucun impact sur le calendrier détaillé d'exécution.

La partie d'ouvrage non réalisée fera l'objet d'une moins-value.

Tout devis devra être détaillé et accompagné de métré et tout plan nécessaire à sa compréhension. Pour les travaux modificatifs le devis sera établi dans l'ordre logique de la DPGF du marché il reprendra les codes et références figurant dans ce dernier document.

5.7.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG-Travaux.

Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif.

Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

5.8 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

[Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Après consultation de la maîtrise d'œuvre, pour le volet technique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser l'agrément de tous sous-traitant.

En complément du DC4, le titulaire doit transmettre à l'acheteur les pièces suivantes relatives au sous-traitant :

- Justificatif d'immatriculation
- Délégation de pouvoir du signataire le cas échéant

- RIB - Attestation d'assurance en cours de validité
- Attestation sociale datant de moins de six mois
- Attestation fiscale, y compris de la maison mère le cas échéant
- Liste nominative des salariés étrangers employés par le sous-traitant et soumis à autorisation de travail
- Capacités professionnelles, techniques et financières (certificats de qualification, références, moyens techniques et humains, chiffre d'affaires)

Le titulaire s'assurera que son sous-traitant dispose d'une signature électronique.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Article 7 - PRIMES ET PENALITES

7.1 Primes

Sans objet.

7.2 Pénalités provisoires

Toutes les pénalités prévues au présent CCAP pourront faire l'objet dans un premier temps d'une pénalité provisoire. Le montant de cette dernière sera calculé par application des forfaits ou formules prévus à l'article "Pénalités" du présent CCAP.

Les pénalités provisoires sont appliquées sur simple constatation du maître d'ouvrage d'un retard par apport :

- Aux délais globaux d'exécution
- Aux dates clés ou dates jalons définies dans les calendriers cités du présent CCAP notamment le calendrier détaillé d'exécution

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date réelle de livraison ou de fin d'exécution et la date contractuelle de livraison ou de fin d'exécution.

A l'issue de l'échéance des principales étapes du projet, le maître d'ouvrage se réserve le droit soit de conserver les pénalités provisoires (dans l'attente d'une décision ultérieure sur la suite à leur donner), soit de les reverser au titulaire, soit de les transformer en pénalités définitives.

Dans le cadre d'un groupement, si les pénalités provisoires ne peuvent pas être clairement appliquées à chaque membre du groupement, celles-ci seront réparties soit entre les membres du groupement au prorata du montant de leur prestation respective soit seront appliquées directement au mandataire.

Sauf en cas de transformation en pénalité définitive, chaque pénalité provisoire sera restituée en intégralité ou partiellement selon l'incidence de la défaillance constatée ayant entraîné l'application de ladite pénalité provisoire.

En cas de non-conformité aux spécifications du marché et en attente d'un accord entre le pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur, les imperfections et malfaçons visées par l'article 41.7 du CCAG travaux feront l'objet d'une retenue provisoire de 50% du montant hors taxe des travaux.

Les retenues provisoires sont transformées en pénalités définitives et recalculées à la valeur de cette dernière au moment de l'établissement du décompte final.

Les pénalités provisoires sont appliquées sur les acomptes.

7.3 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

Par dérogation aux articles 19.2.4, 19.3, 20.2.3, 36.2.3 du CCAG-Travaux, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation aux articles 3.6.1.5 et 19.2.3 du CCAG-Travaux, les pénalités sont calculées par application des formules et forfaits mentionnés ci-après.

7.3.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation, par le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de 1000 € par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

7.3.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier, y compris durant la phase de préparation des travaux, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'OPC pourront appliquer une pénalité de 200 € par absence constatée. Cette pénalité sera appliquée en cas d'absence totale ou en cas de retard de plus de 30 minutes.

L'indication d'une réunion sur un compte-rendu vaut convocation.

7.3.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux au-delà du délai fixé par la mise en demeure, le titulaire responsable subira une pénalité de 500 € par jour calendaire.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter ces opérations aux frais et risques du défaillant par tous moyens à sa convenance.

7.3.4 Pénalités liées à la remise des documents

Documents à fournir en cours d'exécution du marché

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents à fournir, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

Tout document non conforme aux prescriptions du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage sera considéré comme non remis et donc soumis aux présentes pénalités.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents à fournir, le titulaire encourt une pénalité de 400 € par jour calendaire de retard.

Tout document non conforme aux prescriptions du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage sera considéré comme non remis et donc soumis aux présentes pénalités.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 400 € par jour calendaire de retard.

7.3.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus, les courriers ou les mails adressés au titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard à compter de la notification au titulaire du non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS.

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de 500 € par constatation.

7.3.6 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-respect de ses obligations relatives à la traçabilité des déchets, des sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets, le titulaire encourt une pénalité de :

- 150 € par jour calendaire de retard dans la remise d'un document
- 500 € pour non-respect des obligations autres que la remise d'un document

En cas de non-respect de ses autres obligations en matière de considérations environnementales, le titulaire encourt une pénalité de 1 000,00 € par constatation.

Pénalités pour défaut de nettoyage du chantier :

En cas de retard dans le nettoyage du chantier au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'œuvre, le titulaire responsable subira une pénalité de 600 € par jour calendaire de retard.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter ce nettoyage aux frais et risques du défaillant par tous moyens à sa convenance.

Pénalités pour défaut d'entretien des voiries avoisinantes :

Si la maîtrise d'œuvre constate que les voiries avoisinantes au chantier sont excessivement salies du fait des travaux, l'entreprise responsable devra procéder à leur nettoyage à ses frais.

7.3.7 Autres pénalités

Pénalités pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage à la date d'échéance desdites attestations, il sera appliqué une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard jusqu'à la production des pièces.

Pénalités pour retard dans la remise des PPSPS et la visite d'inspection commune avec le CSPS

En cas de retard dans la transmission de son PPSPS dûment constaté par le coordonnateur SPS, ou le maître d'ouvrage, il pourra être appliqué sans mise en demeure, à l'entrepreneur défaillant une pénalité égale à 500 € par jour calendaire de retard.

En l'absence de programmation de la visite d'inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS, ou le maître d'ouvrage, il pourra être appliqué, sans mise en demeure, à l'entrepreneur défaillant une pénalité égale à 500 € par constatation. L'organisation de cette visite est à l'initiative du titulaire ou de son sous-traitant.

Pénalités pour mauvaise gestion du chantier

Une pénalité de 500 € par jour calendaire sera appliquée en cas de manquement de l'entrepreneur aux faits suivants :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène, à l'organisation et la signalisation générale du chantier,
- Dépôt de gravois, déchets de chantier en dehors des zones prescrites à cet effet,
- Retard dans l'évacuation des gravois, déchets de chantier au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'œuvre,
- Retard dans la demande de déclaration de sous-traitance. Les déclarations de sous-traitance devront être fournies au plus tard 30 jours calendaires avant l'intervention du sous-traitant,
- Dégradation ou défaut de nettoyage des installations communes après utilisation ou des locaux dans lesquels le prestataire est intervenu. Par ailleurs, le titulaire devra la remise en état installations ou locaux à ses frais.

Une pénalité de 150 € sera appliquée à l'entrepreneur en cas de perte du badge d'accès sécurisé fourni par le maître d'ouvrage le cas échéant.

Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le maître de l'ouvrage est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer une pénalité fixée à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le titulaire n'apporte pas au maître de l'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le maître d'ouvrage en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue au marché jusqu'à ce que le titulaire apporte au maître de l'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Le maître de l'ouvrage pourra résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

7.3.8 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

7.3.9 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Article 8 - GARANTIES

8.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

8.1.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, /le maître d'ouvrage est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

8.1.2 Garanties particulières

8.1.2.1 garantie décennale

Voir article "assurance de responsabilité civile décennale".

8.1.2.2 Garantie de bon fonctionnement

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

8.2 Responsabilité et assurances

8.2.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

8.2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 3,8 millions d'euros pour les artisans par sinistre et 7,6 millions d'euros pour les autres entrepreneurs par sinistre
- Dommages matériels et/ou immatériels : 900 000 euros par sinistre

8.2.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation.

Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

8.2.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc..) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

Article 9 - RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes : non-respect du RGPD...

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 2%.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 10 - DIFFERENDS ET LITIGES

10.1 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

10.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 11 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
4.2	3.8.1	Transmission des ordres de service émis par le maître d'œuvre
4.4.7.2	24	Rémunération des essais et vérification
4.5.1.1	31.3	Période de préparation
4.5.1.2.2	31.3	Installations de chantier
4.5.1.2.3	34	Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier
4.5.3	29.1.5	Plan d'exécution
7.3	19.2.4, 19.3, 20.2.3 et 36.2.3	Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable
7.3	3.6.1.5 et 19.2.3	Les pénalités sont calculées par application des formules et forfaits mentionnés.
7.3.1	19.2	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux
7.3.9	19.2.1	Le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues
8.2.4	8.1.3	Justification des garanties